



# Recueil d'avis

Séance Plénière  
du 21 juin 2013



# Séance Plénière du 21 juin 2013

---

---

- **Compte Administratif 2012, Budget Supplémentaire 2013 et mise en œuvre des politiques régionales**

*Avis de la 1<sup>ère</sup> Commission "Economie Emploi Innovation"*

*Avis de la 2<sup>ème</sup> Commission "Education Formation Recherche  
Insertion"*

*Avis de la 3<sup>ème</sup> Commission "Mobilités Infrastructures et Optimodalité"*

*Avis de la 4<sup>ème</sup> Commission "Cohésion sociale et Développement local"*

*Avis de la 5<sup>ème</sup> Commission "Espaces à enjeux"*

*Avis de la 6<sup>ème</sup> Commission "Finances Budget et Evaluation"*

**adoptés à l'unanimité**

- **Pacte Lorraine 2014-2016**

*Avis du CESEL*

**adopté à l'unanimité**

Le Président,

Roger CAYZELLE

# BS 2013, CA 2012 et mise en œuvre des politiques régionales

Séance plénière du  
21 juin 2013

## Avis de la 6<sup>ème</sup> Commission

### Finances Budget et Evaluation

*Séance plénière du 21 juin 2013*

---

**Objet :** *Compte Administratif 2012 et compte de gestion, Affectation du résultat du compte administratif 2012, Admissions en non-valeur et remises gracieuses, Compte-rendu annuel de mise en œuvre des politiques budgétaires pour l'exercice 2012, Budget Supplémentaire 2013.*

**Rapporteur :** Bernard STEPHAN

La Commission Finances, Budget et Evaluation s'est réunie le mercredi 19 juin 2013 et a entendu les représentants de la Région sur les différents documents budgétaires qui seront présentés en séance plénière du Conseil Régional les 27 et 28 juin 2013.

Etaient présents:

- Monsieur Patrick ABATE, Vice-Président délégué aux Actions régionales relevant de l'Aménagement, des Grands Projets et des Infrastructures ;
- Madame Séverine MARCHAL, Directeur du Pôle du Budget.

La Commission A PRIS CONNAISSANCE des documents soumis à son examen.

**Compte Administratif 2012 et compte de gestion, Affectation du résultat du compte administratif 2012, Admissions en non-valeur et remises gracieuses, Compte-rendu annuel de mise en œuvre des politiques budgétaires pour l'exercice 2012, Budget Supplémentaire 2013 :**

#### **COMPTE ADMINISTRATIF 2012**

La Commission a travaillé à partir des documents fournis par le conseil régional ainsi que des tableaux synthétisés préparés par notre collègue Robert MERTZ et annexés au présent avis.

La Commission rappelle que le Compte Administratif est un document qui vise à comparer les prévisions budgétaires aux réalisations, pour l'année écoulée. **La Commission prend acte de l'information selon laquelle le compte de gestion 2012 établi par M. le Payeur Régional de Lorraine est en tout point identique au rapport présenté par le Président du Conseil Régional de Lorraine.**

- Les recettes :

Après une baisse de 1,28 % entre 2011 et 2012, le montant constaté des recettes s'élève à **998 743 252,48 €**, soit une hausse de **5,32%** par rapport à l'exercice précédent avec un taux de réalisation de **93%** (contre un taux de réalisation de **93,92% l'an dernier**).

Il se répartit entre 166 981 685,47 € de **recettes d'investissement (16,7% contre 14,1% en 2011)** et 831 761 567,01 € de **recettes de fonctionnement (83,3%)**. Il convient de noter que, **pour la première fois depuis 2009, la part des recettes de fonctionnement recule dans l'équilibre général des recettes.**

La part de la fiscalité **a reculé** par rapport au dernier exercice et représente désormais **47,6 % des ressources** de la collectivité régionale contre 49,85% en 2011 et retrouve ainsi son niveau de 2010. La « fiscalité directe » continue de baisser légèrement en proportion puisqu'elle représente 18,23 % des ressources régionales contre 19,02% en 2011 et 20,12% en 2010.

La part de la fiscalité indirecte baisse également et représente désormais 29,37% des ressources fiscales, contre 30,82% auparavant.

La Commission constate que par rapport aux éléments de recettes prévus en 2012, le Compte Administratif relate la juste appréciation des recettes fiscales prévues et l'évolution négative entre 2011 et 2012 de la fiscalité provient en partie de la baisse constatée sur les cartes grises, ce qui traduit la baisse des immatriculations constatée sur cet exercice. Cela tend à démontrer que la compensation se fait toujours « au centime près » mais sans dynamisme, ni prise en compte des évolutions de prix.

Les dotations n'évoluent quasiment pas par rapport à l'exercice 2011. Elles sont en effet en hausse de 0,14% (351 M€ en 2012 et 350,5 M€ en 2011).

Le niveau d'emprunt reste à peu près au même niveau que sur l'exercice 2011, à 6,85% contre 6,94% en 2011 (pour mémoire il était de 15% en 2009 et 9% en 2010 des ressources régionales). Comme sur l'exercice précédent, il est permis de constater un écart important entre le prévisionnel et le réalisé puisqu'au BP 2012, 108 M€ étaient inscrits contre une réalisation effective de 67,7 M€.

La part des autres recettes est en forte augmentation (+ 84% à 99,4 M€) et elles représentent 10% des recettes régionales.

- **Les dépenses** :

Le montant total des dépenses est arrêté à 941 139 703,03 € (942 653 445,83 € en 2011) soit une baisse de 0,16% par rapport à l'exercice précédent (après 3 exercices consécutifs de baisse), et avec un taux de réalisation globale de 84,8% en diminution sensible puisqu'il était de 92,2% pour l'exercice 2011. En comparaison des éléments inscrits au BP 2012, le CA 2012 affiche un taux de réalisation en retrait de près de 10% (-23,2% en investissement et - 3,3% en fonctionnement)

La part des dépenses consacrées à l'investissement proprement dit s'élève à 27,2% du montant total des dépenses (alors qu'elle était prévue à hauteur de 32% dans le Budget Primitif 2012). A contrario, la part des dépenses de fonctionnement s'élève à 72,8% (70,65% en 2011) contre 68% prévu initialement dans le BP 2012.

Quelques enseignements peuvent être tirés de la lecture du compte administratif et des tableaux préparés par le CESEL, notamment un comparatif des CA sur les exercices 2007 à 2012 et le comparatif au CA 2011 :

- le premier poste des dépenses régionales est celui de l'enseignement avec un montant de 226,42 M€, soit une hausse de 3,4% par rapport à l'exercice 2011. Il retrouve ainsi son niveau de 2010. Il conviendrait cependant d'inclure les investissements réalisés en PPP;
- si les dépenses consacrées à la formation professionnelle restent le deuxième poste de dépense régionale, elles marquent un repli assez net en 2012 (- 8%) qui se vérifie tant dans les actions de formation professionnelle que celles en faveur de l'apprentissage. C'est le plus bas niveau enregistré depuis 2008 ;
- Depuis 2009, le 3<sup>ème</sup> poste des dépenses régionales est celui des transports alors qu'il en était auparavant le 1<sup>er</sup>. Avec un montant de 197,54 M€, il est en hausse de 2,2% par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison d'une hausse des dépenses d'investissement sur le TER;
- l'aménagement du territoire devient le cinquième poste des dépenses régionales avec un montant global de 50,12 M€ en forte baisse de 31,85% (après deux années de hausse). Cette baisse est essentiellement liée à celle constatée dans les dépenses d'investissement en faveur de l'espace rural et des autres espaces ;
- l'action économique, malgré une baisse de 2,28% à 56,80 M€ par rapport au CA 2011, regagne sa quatrième place, principalement en raison de la baisse du poste aménagement du territoire. Les dépenses d'investissement consacrées au tourisme et aux aides aux entreprises progressent assez fortement (respectivement + 52,2% et +62,2%) alors que celles consacrées à la recherche et à l'innovation régressent de 68,93% ;



- la culture, le sport et les loisirs sont un secteur relativement stable avec une baisse modérée de 1,75%;
- les dépenses affectées à l'environnement, 15,34 M€, poursuivent leur recul avec une baisse de – 32,2% se répercutant sur les différents domaines d'intervention. Le secteur de l'environnement est en-dessous de son niveau de 2009.

- **Appréciation générale :**

L'analyse comparée des comptes administratifs des Régions conduit la Commission à développer un certain nombre d'alertes quant à la gestion de la collectivité régionale et notamment des principaux ratios :

- **le niveau d'investissement du Conseil régional de Lorraine** continue de baisser et ne représente en 2012 que 22% des dépenses totales, marquant ainsi une baisse de plus de 2 points par rapport à l'exercice 2011. Cette diminution est visible également par l'évolution à la baisse (de 26,48% à 24,09%) du niveau des dépenses d'équipement brut/ recettes réelles de fonctionnement Il convient cependant de tempérer ce constat puisque cela n'intègre pas les PPP lancés par le Conseil Régional de Lorraine.
- cette baisse des investissements se cumule avec **un endettement qui prend de l'ampleur** (capacité de désendettement en évolution de 4,7 années à 5 années), un encours de dette sur les recettes réelles de fonctionnement également en hausse (de 86,01% à 87,67%). Cette évolution est préoccupante car elle n'intègre pas l'endettement généré par les Partenariats Publics Privés (155 M€) qui se traduira d'ailleurs en 2013 par une annuité de dette de 25 M€ supplémentaires. Sur le long terme, cet endettement a connu un accroissement de 43% depuis 2008 et de 65% en ce qui concerne l'encours de dette/habitant (187,21 € en 2007, 310,29 € en 2012).

La Commission tient à souligner la clarté du document qui concourt à une meilleure compréhension et analyse du compte administratif. Elle tient également à souligner la qualité pédagogique du Rapport Financier intégré au Compte-Rendu Annuel. Cependant, l'analyse du Compte Administratif 2012 appelle quelques remarques :

La faiblesse des taux de réalisation dans un contexte de crise et de nécessité d'une action publique renforcée ;

La faiblesse des taux d'investissement qui est une spécificité lorraine en comparaison des autres régions métropolitaines ;

Un problème de continuité notamment dans le suivi de mesures prises antérieurement : Appels à Projets, filières, actions de formation, CADT,...

La Commission note également une propension à afficher des Budgets Primitifs volontaristes dont la traduction ne se retrouve pas forcément dans les Comptes Administratifs soumis à son examen.

## BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2013

Le Budget supplémentaire 2013 présente des recettes et des dépenses d'un montant de 102,63 M€, ce qui permet un accroissement de 10,5 % des moyens en complément du Budget Primitif 2013 (+33,4% en investissement et +1,2% en fonctionnement).

- **Recettes** :

Les recettes sont constituées principalement de l'affectation du résultat constaté sur l'exercice 2011 (**95,6 M€ soit près de 10% d'un budget annuel !**) diminué de la reprise pour anticipation du résultat telle qu'elle avait été adoptée lors de l'examen du BP 2013 (20 M€) et complétée par des recettes nouvelles pour un montant de 6 869 179 € et de restes à réaliser pour 20,16 M€.

Cette hausse des recettes s'explique principalement par des notifications de recettes fiscales plus importantes que prévues puisque la CVAE est réévaluée de 2,95 M€ (+3,2%). Cette augmentation conséquente doit cependant être relativisée en comparaison des évolutions des autres régions dont la moyenne est de 7,5%. La structuration et les difficultés de l'économie lorraine peuvent expliquer en grande partie ce positionnement. Il est à noter également que le nouveau système de péréquation (dans lequel 6 régions françaises sont contributrices) permet également de compenser pour partie le faible dynamisme des recettes fiscales. La Commission a pris note du fait qu'il s'agissait plus d'un lissage que d'une véritable péréquation. Cette hausse s'explique enfin par des recettes de Fonds Européens relativement conséquentes.

**La Commission s'interroge cependant sur l'importance de l'excédent de l'exercice 2012 arrêté à 95,6 M€ (dégageant un résultat réel de 56 M€),** ce qui tendrait à mettre en avant la faible exécution budgétaire ou une ambition excessive dans le budget primitif et peu en phase avec la réalité de l'environnement économique.

- **Dépenses** :

Les dépenses nouvelles sont principalement constituées :

- de 59,22 M€ de restes à réaliser 2012 dont la majeure partie concerne le financement de la ligne LGV 2 qui aurait dû être effectué en 2012 mais qui a été retardé par une des collectivités contributrices à ce projet ;
- d'actions nouvelles se répartissant entre les grands axes de la politique régionale (9,5 M€ pour l'efficacité économique, 14,3 M€ pour la transition énergétique, 10,25 M€ pour la dynamique des territoires, 39 M€ pour la formation et 1M€ pour la gestion de l'institution).

**La Commission prend acte de cette présentation mais insiste sur le décalage entre ce document et les éléments annoncés dans le débat portant sur le Pacte Lorraine 2014-2016, puisque celui-ci implique une autorisation à emprunter de 50 M€ soit 49% du montant de ce BS.**

**La Présidente,**

**Marie-Madeleine MAUCOURT**

Annexes :

- Comparatif des budgets primitif et supplémentaire 2012 avec le CA 2012, en dépenses et en recettes ;
- Comparatif BS 2013 /BP 2013 ;
- Evolution du CA sur les exercices 2007 à 2012.

**Comparatif CA 2012 avec BP et BS 2012**

En milliers d'Euros	BP 2012			BS 2012			CA 2012			évolution CA 2012 / BP 2012		
	Investis.	fonction.	Total	Investis.	fonction.	Total	Investis.	fonction.	Total	Investis.	fonction.	Total
<b>Services généraux</b>	<b>4 973</b>	<b>58 971</b>	<b>63 678</b>	<b>5 747</b>	<b>59 956</b>	<b>65 703</b>	<b>1 933</b>	<b>56 317</b>	<b>58 250</b>	<b>-61,1%</b>	<b>-4,5%</b>	<b>-8,5%</b>
dt personnel non ventilé		34 822	34 822		34 823	34 823		34 885	34 885		0,2%	0,2%
dt moyens généraux	4 973	18 939	23 912	5 747	19 894	25 641	1 933	16 774	18 707	-61,1%	-11,4%	-21,8%
dt Conseil Regional		3 328	3 328		3 357	3 357		3 106	3 106		-6,7%	-6,7%
dt CES		1 616	1 616		1 616	1 616		1 552	1 552		-4,0%	-4,0%
<b>Subvention globale</b>	<b>15 578</b>	<b>9 418</b>	<b>24 996</b>	<b>17 158</b>	<b>9 418</b>	<b>26 576</b>	<b>13 454</b>	<b>6 167</b>	<b>19 621</b>	<b>-13,6%</b>	<b>-34,5%</b>	<b>-21,5%</b>
<b>formation prof et apprentissage</b>	<b>10 126</b>	<b>196 027</b>	<b>206 153</b>	<b>14 078</b>	<b>197 236</b>	<b>211 314</b>	<b>10 017</b>	<b>181 572</b>	<b>191 589</b>	<b>-1,1%</b>	<b>-7,4%</b>	<b>-7,1%</b>
dt formation professionnelle		79 029	79 932	2 153	79 329	81 482	2 216	71 277	73 493	145,4%	-9,8%	-8,1%
dt apprentissage	8 598	75 517	84 115	11 098	75 417	86 515	7 144	66 476	73 620	-16,9%	-12,0%	-12,5%
dt formation sanitaire et sociale	625	41 481	42 106	827	42 490	43 317	657	43 819	44 476	5,1%	5,6%	5,6%
<b>enseignement</b>	<b>66 774</b>	<b>165 144</b>	<b>231 918</b>	<b>70 749</b>	<b>165 244</b>	<b>235 993</b>	<b>65 187</b>	<b>160 955</b>	<b>226 142</b>	<b>-2,4%</b>	<b>-2,5%</b>	<b>-2,5%</b>
dt lycée	42 813	144 402	187 215	42 763	144 502	187 265	37 837	143 667	181 504	-11,6%	-0,5%	-3,1%
dt personnel		89 763	89 763									
dt enseignement supérieur	20 220	6 649	26 869	24 245	6 649	30 894	23 984	6 834	30 818	18,6%	2,8%	14,7%
dt services périscolaires ( enseignement hors personnel)	3 741	14 093	17 834	3 741	14 093	17 834	3 366	10 454	13 820	-10,0%	-25,8%	-22,5%
			0			0			0			
<b>culture,sports,loisirs</b>	<b>4 434</b>	<b>27 638</b>	<b>32 072</b>	<b>4 509</b>	<b>27 638</b>	<b>32 147</b>	<b>4 019</b>	<b>26 212</b>	<b>30 231</b>	<b>-9,4%</b>	<b>-5,2%</b>	<b>-5,7%</b>
dt culture	3 969	20 452	24 421	3 969	20 452	24 421	3 605	19 628	23 233	-9,2%	-4,0%	-4,9%
dt personnel		1 063	1 063			0			0			
dt sport	465	7 186	7 651	540	7 186	7 726	414	6 584	6 998	-11,0%	-8,4%	-8,5%
<b>santé et action sociale</b>	<b>1 150</b>	<b>660</b>	<b>1 810</b>	<b>1 150</b>	<b>655</b>	<b>1 805</b>	<b>922</b>	<b>507</b>	<b>1 429</b>	<b>-19,8%</b>	<b>-23,2%</b>	<b>-21,0%</b>
dt santé	1 150	660	1 810	1 150	655	1 805	922	507	1 429	-19,8%	-23,2%	-21,0%
<b>aménagement des territoires</b>	<b>51 979</b>	<b>5 571</b>	<b>57 565</b>	<b>51 979</b>	<b>5 830</b>	<b>57 809</b>	<b>45 293</b>	<b>4 827</b>	<b>50 120</b>	<b>-12,9%</b>	<b>-13,4%</b>	<b>-12,9%</b>
dt politique de la ville	7 018	2	7 020	7 018	2	7 020	3 731	3 731	3 731	-46,8%	-100,0%	-46,9%
dt agglomération	212	0	212	212	0	212	86	86	86	-59,4%		-59,4%
dt espace rural et autres espaces	42 087	2 696	44 783	42 087	2 696	44 783	40 632	2 185	42 817	-3,5%	-19,0%	-4,4%
dt TIC	2 552	88	2 640	2 552	62	2 614	637	37	674	-75,0%	-58,0%	-74,5%
dt autres actions	110	2 800	2 910	110	3 085	3 195	207	2 605	2 812	88,2%	-7,0%	-3,4%
<b>environnement</b>	<b>12 275</b>	<b>8 168</b>	<b>20 443</b>	<b>13 904</b>	<b>8 165</b>	<b>22 069</b>	<b>9 080</b>	<b>6 261</b>	<b>15 341</b>	<b>-26,0%</b>	<b>-23,3%</b>	<b>-25,0%</b>
dt traitement des déchets	102	367	469	102	367	469	11	147	158	-89,2%	-59,9%	-66,3%
dt actions transversales	764	4 615	5 379	1 169	4 615	5 784	1 066	3 999	5 065	39,5%	-13,3%	-5,8%
dt patrimoine naturel	957	1 968	2 925	957	1 965	2 922	392	1 637	2 029	-59,0%	-16,8%	-30,6%
dt politique énergie	10 452	1 218	11 670	11 676	1 218	12 894	7 611	478	8 089	-27,2%	-60,8%	-30,7%
<b>transports</b>	<b>80 051</b>	<b>169 338</b>	<b>249 240</b>	<b>80 444</b>	<b>169 338</b>	<b>249 782</b>	<b>30 997</b>	<b>166 543</b>	<b>197 540</b>	<b>-61,3%</b>	<b>-1,7%</b>	<b>-20,7%</b>
dt TER	67 804	165 562	233 366	67 604	165 562	233 166	25 470	164 743	190 213	-62,4%	-0,5%	-18,5%
dt infrastruct. rout.	2 099	0	2 099	2 642	0	2 642	126	126	126	-94,0%		-94,0%
dt transports fluviaux	2 985	0	2 985	2 985	0	2 985	495	495	495	-83,4%		-83,4%
dt autres transport	7 163	3 627	10 790	7 213	3 627	10 840	4 906	1 800	6 706	-31,5%	-50,4%	-37,8%
<b>action economique</b>	<b>35 561</b>	<b>38 526</b>	<b>74 303</b>	<b>53 889</b>	<b>38 446</b>	<b>92 335</b>	<b>26 446</b>	<b>30 356</b>	<b>56 802</b>	<b>-25,6%</b>	<b>-21,2%</b>	<b>-23,6%</b>
dt recherche innovation	4 855	8 893	13 748	5 888	8 893	14 781	2 285	6 818	9 103	-52,9%	-23,3%	-33,8%
dt interventions transversales	100	11 000	11 100	100	10 720	10 820	99	9 142	9 241	-1,0%	-16,9%	-16,7%
dt agriculture, agro alimentaire	7 471	3 282	10 753	7 471	3 282	10 753	4 909	2 338	7 247	-34,3%	-28,8%	-32,6%
dt aides aux entreprises	17 563	6 842	24 405	34 658	7 042	41 700	14 327	4 935	19 262	-18,4%	-27,9%	-21,1%
dt tourisme	5 572	8 725	14 297	5 772	8 725	14 497	4 826	7 123	11 949	-13,4%	-18,4%	-16,4%
<b>dettes et opér. Financières</b>	<b>40 917</b>	<b>27 875</b>	<b>68 977</b>	<b>40 917</b>	<b>27 875</b>	<b>68 792</b>	<b>39 099</b>	<b>24 085</b>	<b>63 184</b>	<b>-4,4%</b>	<b>-13,6%</b>	<b>-8,4%</b>
dt remboursement en capital	40 917		40 917	40 917		40 917	39 099		39 099	-4,4%		-4,4%
dt intérêts		27 875	28 060		27 875	27 875		20 223	20 223			-27,9%
<b>Opérations revolving</b>	<b>9 910</b>		<b>9 910</b>	<b>9 910</b>		<b>9 910</b>	<b>9 910</b>		<b>9 910</b>	<b>0,0%</b>		<b>0,0%</b>
<b>frais fonction. Groupe d'élus</b>		<b>857</b>	<b>857</b>		<b>857</b>	<b>857</b>		<b>765</b>	<b>765</b>		<b>-10,7%</b>	<b>-10,7%</b>
dt personnel		728	728		728	728		765	765		5,1%	5,1%
<b>Dépréciation d'actif</b>		<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>		<b>20 216</b>	<b>20 216</b>			<b>NS</b>
<b>Total Budget</b>	<b>333 728</b>	<b>708 194</b>	<b>1 041 922</b>	<b>364 434</b>	<b>710 658</b>	<b>1 075 092</b>	<b>256 357</b>	<b>684 783</b>	<b>941 140</b>	<b>-23,2%</b>	<b>-3,3%</b>	<b>-9,7%</b>

Part Invest/Fonct Lorraine

32,0%

68,0%

33,9%

66,1%

27,2%

72,8%

**Comparatif CA 2012 avec BP et BS 2012**

En milliers d'Euros	BP 2012			BS 2012			CA 2012			Evolution CA / BP		
	Investis.	fonction.	Total	Investis.	fonction.	Total	Investis.	fonction.	Total	Investis.	fonction.	Total
<b>Fiscalité et compensation</b>		<b>437 156</b>	<b>437 156</b>		<b>439 367</b>	<b>439 367</b>		<b>439 660</b>	<b>439 660</b>		<b>0,6%</b>	<b>0,6%</b>
dt fiscalité directe												
dt cotisation sur Val Aj des entreprises		98 613	98 613		100 278	100 278		100 200	100 200		1,6%	1,6%
dt impos forfait sur entr de réseau		23 445	23 445		23 991	23 991		23 821	23 821		1,6%	1,6%
dt FNGIR (Fds nat garantie individuelle des ressources)		24 946	24 946		24 946	24 946		24 814	24 814		-0,5%	-0,5%
dt autres impots locaux		250	250		250	250		600	600		140,0%	140,0%
dt certif immat véhicules		79 600	79 600		79 600	79 600		77 541	77 541		-2,6%	-2,6%
dt compensations						0			0			
dt contribution à la taxe d'apprentissage		30 600	30 600		30 600	30 600		31 775	31 775		3,8%	3,8%
dt TICPE		158 702	158 702		158 702	158 702		159 909	159 909		0,8%	0,8%
dt TICPE Grenelle		21 000	21 000		21 000	21 000		21 000	21 000		0,0%	0,0%
<b>Dotations et participations</b>	<b>41 897</b>	<b>358 889</b>	<b>400 786</b>	<b>41 897</b>	<b>358 889</b>	<b>400 786</b>	<b>41 352</b>	<b>359 142</b>	<b>400 494</b>	<b>-1,3%</b>	<b>0,1%</b>	<b>-0,1%</b>
dt DGD formation prof-apprentissage		84 360	84 360		84 360	84 360		83 760	83 760		-0,7%	-0,7%
dt DRES	23 141		23 141	23 141		23 141	22 748		22 748	-1,7%		-1,7%
dt DGD Education et ferroviaire		26 326	26 326		26 326	26 326		26 715	26 715		1,5%	1,5%
dt DGF		217 786	217 786		217 786	217 786		217 786	217 786		0,0%	0,0%
dt FCTVA	18 756		18 756	18 756		18 756	18 604		18 604	-0,8%		-0,8%
dt DCRTP ( dotation de compensation reforme TP )		25 273	25 273		25 273	25 273		25 774	25 774		2,0%	2,0%
dt DCRTP ( dot pour perte compens fiscalité directe locale)		5 144	5 144		5 144	5 144		5 107	5 107		-0,7%	-0,7%
<b>Recettes diverses</b>	<b>42 765</b>	<b>51 305</b>	<b>94 070</b>	<b>47 765</b>	<b>31 268</b>	<b>79 033</b>	<b>48 020</b>	<b>32 959</b>	<b>80 979</b>	<b>12,3%</b>	<b>-35,8%</b>	<b>-13,9%</b>
dt fds europ. Subvention globale	24 339	20 811	45 150	24 339	20 811	45 150	18 665	16 875	35 540	-23,3%	-18,9%	-21,3%
dt excetionnel ( reprise anticipée résultat )		20 000				0			0		-100,0%	
dt exceptionnel ( remboursement Geci )				5 000		5 000			0			
<b>Emprunt</b>	<b>100 000</b>		<b>100 000</b>	<b>108 000</b>		<b>108 000</b>	<b>67 700</b>		<b>67 700</b>	<b>-32,3%</b>		<b>-32,3%</b>
<b>TOTAL hors revolving</b>	<b>184 662</b>	<b>847 350</b>	<b>1 032 012</b>	<b>197 662</b>	<b>829 524</b>	<b>1 027 186</b>	<b>157 072</b>	<b>831 761</b>	<b>988 833</b>	<b>-14,9%</b>	<b>-1,8%</b>	<b>-4,2%</b>
<b>opérations revolving</b>	<b>9 910</b>		<b>9 910</b>	<b>9 910</b>		<b>9 910</b>	<b>9 910</b>		<b>9 910</b>	<b>0,0%</b>		<b>0,0%</b>
<b>Reverst plafonnement de la TP</b>												
<b>TOTAL</b>	<b>194 572</b>	<b>847 350</b>	<b>1 041 922</b>	<b>207 572</b>	<b>829 524</b>	<b>1 037 096</b>	<b>166 982</b>	<b>831 761</b>	<b>998 743</b>	<b>-14,2%</b>	<b>-1,8%</b>	<b>-4,1%</b>
<b>excédent n-1 reporté</b>						<b>37 996</b>			<b>37 996</b>			
<b>Recettes utilisables sur l'exercice ( Res exercice+ report)</b>			<b>1 041 922</b>			<b>1 075 092</b>			<b>1 036 739</b>			
pm												
<b>total dépenses (avec hyp tx réalisation dépenses 100%)</b>						<b>1 075 091</b>			<b>941 140</b>			
<b>excédent global de clôture</b>									<b>95 599</b>			
- avec hyp tx réalisation BS 2011 à 100%						<b>0</b>						
- avec hyp tx réalisation BS 2011 à 99%						<b>10 752</b>						

**Comparatif BS / BP 2013 ( avec CA 2012)**

En milliers d'Euros	CA 2012			BP 2013			BS 2013			évolution BS 2013 / BP 2013		
	Investis.	fonction.	Total	Investis.	fonction.	Total	Investis.	fonction.	Total	Investis.	fonction.	Total
<b>Services généraux</b>	<b>1 933</b>	<b>56 317</b>	<b>58 250</b>	<b>2 880</b>	<b>61 043</b>	<b>63 923</b>	<b>3 175</b>	<b>62 260</b>	<b>65 435</b>	<b>10,2%</b>	<b>2,0%</b>	<b>2,4%</b>
dt personnel non ventilé		34 885	34 885		37 450	37 450		37 450	37 450		0,0%	0,0%
dt moyens généraux	1 933	16 774	18 707	2 880	18 392	21 272	3 175	19 549	22 724	10,2%	6,3%	6,8%
dt Conseil Regional		3 106	3 106		4 000	4 000		4 060	4 060		1,5%	1,5%
dt CES		1 552	1 552		1 616	1 616		1 616	1 616		0,0%	0,0%
<b>Subvention globale</b>	<b>13 454</b>	<b>6 167</b>	<b>19 621</b>	<b>16 835</b>	<b>7 745</b>	<b>24 580</b>	<b>17 035</b>	<b>8 925</b>	<b>25 960</b>	<b>1,2%</b>	<b>15,2%</b>	<b>5,6%</b>
<b>formation prof et apprentissage</b>	<b>10 017</b>	<b>181 572</b>	<b>191 589</b>	<b>4 382</b>	<b>188 810</b>	<b>193 192</b>	<b>8 662</b>	<b>190 917</b>	<b>199 579</b>	<b>97,7%</b>	<b>1,1%</b>	<b>3,3%</b>
dt formation professionnelle	2 216	71 277	73 493	419	73 233	73 652	2 746	74 169	76 915	55,4%	1,3%	4,4%
dt apprentissage	7 144	66 476	73 620	3 608	74 606	78 214	5 561	74 676	80 237	54,1%	0,1%	2,6%
dt formation sanitaire et sociale	657	43 819	44 476	355	40 971	41 326	355	42 072	42 427	0,0%	2,7%	2,7%
<b>enseignement</b>	<b>65 187</b>	<b>160 955</b>	<b>226 142</b>	<b>55 880</b>	<b>163 312</b>	<b>219 192</b>	<b>68 657</b>	<b>168 066</b>	<b>236 723</b>	<b>22,9%</b>	<b>2,9%</b>	<b>8,0%</b>
dt lycée	37 837	143 667	181 504	33 519	146 892	180 411	38 139	148 466	186 605	13,8%	1,1%	3,4%
dt personnel												
dt enseignement supérieur	23 984	6 834	30 818	18 920	6 235	25 155	26 377	6 313	32 690	39,4%	1,3%	30,0%
dt services périscolaires ( enseignement hors personnel)	3 366	10 454	13 820	3 441	10 185	13 626	4 141	12 885	17 026	20,3%	26,5%	25,0%
			0			0			0			
<b>culture,sports,loisirs</b>	<b>4 019</b>	<b>26 212</b>	<b>30 231</b>	<b>2 774</b>	<b>25 848</b>	<b>28 622</b>	<b>4 079</b>	<b>26 862</b>	<b>30 941</b>	<b>47,0%</b>	<b>3,9%</b>	<b>8,1%</b>
dt culture	3 605	19 628	23 233	2 445	19 233	21 678	3 745	20 233	23 978	53,2%	5,2%	10,6%
dt personnel			0		771	771			0			
dt sport	414	6 584	6 998	329	6 615	6 944	334	6 615	6 949	1,5%	0,0%	0,1%
<b>santé et action sociale</b>	<b>922</b>	<b>507</b>	<b>1 429</b>	<b>820</b>	<b>607</b>	<b>1 427</b>	<b>820</b>	<b>607</b>	<b>1 427</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>
dt santé	922	507	1 429	820	607	1 427	820	607	1 427	0,0%	0,0%	0,0%
<b>aménagement des territoires</b>	<b>45 293</b>	<b>4 827</b>	<b>50 120</b>	<b>34 800</b>	<b>8 058</b>	<b>42 858</b>	<b>38 962</b>	<b>8 048</b>	<b>47 010</b>	<b>12,0%</b>	<b>-0,1%</b>	<b>9,7%</b>
dt politique de la ville	3 731		3 731	0	0	0	162	0	162	NS		NS
dt agglomération	86		86	0	0	0	0	0	0			
dt espace rural et autres espaces	40 632	2 185	42 817	33 842	2 206	36 048	37 842	2 206	40 048	11,8%	0,0%	11,1%
dt TIC	637	37	674	811	43	854	811	43	854	0,0%	0,0%	0,0%
dt autres actions	207	2 605	2 812	147	5 809	5 956	147	5 859	6 006	0,0%	0,9%	0,8%
<b>environnement</b>	<b>9 080</b>	<b>6 261</b>	<b>15 341</b>	<b>6 238</b>	<b>7 250</b>	<b>13 488</b>	<b>8 353</b>	<b>7 250</b>	<b>15 603</b>	<b>33,9%</b>	<b>0,0%</b>	<b>15,7%</b>
dt traitement des déchets	11	147	158	102	345	447	102	345	447	0,0%	0,0%	0,0%
dt actions transversales	1 066	3 999	5 065	445	4 005	4 450	445	4 005	4 450	0,0%	0,0%	0,0%
dt patrimoine naturel	392	1 637	2 029	717	1 612	2 329	717	1 612	2 329	0,0%	0,0%	0,0%
dt politique énergie	7 611	478	8 089	4 974	1 288	6 262	7 089	1 288	8 377	42,5%	0,0%	33,8%
<b>transports</b>	<b>30 997</b>	<b>166 543</b>	<b>197 540</b>	<b>72 661</b>	<b>171 936</b>	<b>244 597</b>	<b>117 647</b>	<b>173 076</b>	<b>290 723</b>	<b>61,9%</b>	<b>0,7%</b>	<b>18,9%</b>
dt TER	25 470	164 743	190 213	64 423	169 733	234 156	100 240	170 873	271 113	55,6%	0,7%	15,8%
dt infrastruct. rout.	126		126	2 875	0	2 875	7 044	0	7 044	145,0%		145,0%
dt transports fluviaux	495		495	510	0	510	510	0	510	0,0%		0,0%
dt autres transport	4 906	1 800	6 706	4 853	2 203	7 056	9 853	2 203	12 056	103,0%	0,0%	70,9%
<b>action économique</b>	<b>26 446</b>	<b>30 356</b>	<b>56 802</b>	<b>31 868</b>	<b>34 883</b>	<b>66 751</b>	<b>56 337</b>	<b>31 883</b>	<b>88 220</b>	<b>76,8%</b>	<b>-8,6%</b>	<b>32,2%</b>
dt recherche innovation	2 285	6 818	9 103	7 127	10 240	17 367	10 977	7 240	18 217	54,0%	-29,3%	4,9%
dt interventions transversales	99	9 142	9 241	39	6 223	6 262	39	6 223	6 262	0,0%	0,0%	0,0%
dt agriculture, agro alimentaire	4 909	2 338	7 247	4 484	2 652	7 136	4 484	2 652	7 136	0,0%	0,0%	0,0%
dt aides aux entreprises	14 327	4 935	19 262	13 913	7 373	21 286	13 913	7 373	21 286	0,0%	0,0%	0,0%
dt tourisme	4 826	7 123	11 949	6 305	8 395	14 700	26 924	8 395	35 319	327,0%	0,0%	140,3%
<b>dettes et opér. Financières</b>	<b>39 099</b>	<b>24 085</b>	<b>63 184</b>	<b>46 106</b>	<b>30 248</b>	<b>76 354</b>	<b>46 106</b>	<b>30 248</b>	<b>76 354</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>
dt remboursement en capital	39 099		39 099	44 143		44 143	44 143		44 143	0,0%		0,0%
dt dettes afférentes aux PPP				1 963		1 963	1 963		1 963	0,0%		0,0%
dt intérêts		20 223	20 223		30 248	30 248		30 248	30 248		0,0%	0,0%
<b>Opérations revolving</b>	<b>9 910</b>		<b>9 910</b>	<b>7 738</b>		<b>7 738</b>	<b>7 738</b>		<b>7 738</b>	<b>0,0%</b>		<b>0,0%</b>
<b>frais fonction. Groupe d'élus</b>		<b>765</b>	<b>765</b>		<b>827</b>	<b>827</b>		<b>827</b>	<b>827</b>		<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>
dt personnel		765	765									
<b>Provisions</b>		<b>20 216</b>	<b>20 216</b>									
<b>Total Budget</b>	<b>256 357</b>	<b>684 783</b>	<b>941 140</b>	<b>282 982</b>	<b>700 567</b>	<b>983 549</b>	<b>377 571</b>	<b>708 969</b>	<b>1 086 540</b>	<b>33,4%</b>	<b>1,2%</b>	<b>10,5%</b>

Part Invest/Fonct Lorraine

27,2%

72,8%

28,8%

71,2%

34,7%

65,3%

Comparatif BS / BP 2013 ( avec CA 2012)

En milliers d'Euros	CA 2012			BP 2013			BS 2013			Evolution BP 2013/ BP 2012		
	Investis.	fonction.	Total	Investis.	fonction.	Total	Investis.	fonction.	Total	Investis.	fonction.	Total
<b>Fiscalité et compensation</b>		<b>439 660</b>	<b>439 660</b>		<b>441 974</b>	<b>441 974</b>		<b>445 533</b>	<b>445 533</b>		<b>0,8%</b>	<b>0,8%</b>
dt fiscalité directe												
dt cotisation sur Val Aj des entreprises (CVAE)		100 200	100 200		100 527	100 527		103 482	103 482		2,9%	2,9%
dt impots forfait sur entr de réseau		23 821	23 821		23 821	23 821		23 821	23 821		0,0%	0,0%
dt FNGIR (Fds nat garantie individuelle des ressources)		24 814	24 814		24 814	24 814		24 814	24 814		0,0%	0,0%
dt fonds péréquation CVAE					1 158	1 158		1 342	1 342		15,9%	15,9%
dt autres impots locaux		600	600		0	0		0	0			
dt certif immat véhicules		77 541	77 541		81 000	81 000		81 000	81 000		0,0%	0,0%
dt compensations			0			0			0			
dt contribution à la taxe d'apprentissage		31 775	31 775		30 600	30 600		30 600	30 600		0,0%	0,0%
dt TICPE		159 909	159 909		159 054	159 054		159 474	159 474		0,3%	0,3%
dt TICPE Grenelle		21 000	21 000		21 000	21 000		21 000	21 000		0,0%	0,0%
<b>Dotations et participations</b>	<b>41 352</b>	<b>359 142</b>	<b>400 494</b>	<b>40 554</b>	<b>362 459</b>	<b>403 013</b>	<b>40 554</b>	<b>362 329</b>	<b>402 883</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>
dt DGD formation prof-apprentissage		83 760	83 760		83 780	83 780		83 780	83 780		0,0%	0,0%
dt DRES	22 748		22 748	27 781		27 781	27 781		27 781	0,0%		0,0%
dt DGD Education et ferroviaire		26 715	26 715		26 456	26 456		26 456	26 456		0,0%	0,0%
dt DGF		217 786	217 786		217 785	217 785		217 785	217 785		0,0%	0,0%
dt DGF péréquation					3 775			3 692				
dt FCTVA	18 604		18 604	12 773		12 773	12 773		12 773	0,0%		0,0%
dt DCRTP ( dotation de compensation réforme TP )		25 774	25 774		25 774	25 774		25 774	25 774		0,0%	0,0%
dt DCRTP ( dot pour perte compens fiscalité directe locale)		5 107	5 107		4 889	4 889		4 889	4 889		0,0%	0,0%
<b>Recettes diverses</b>	<b>48 020</b>	<b>32 959</b>	<b>80 979</b>	<b>18 834</b>	<b>41 765</b>	<b>60 599</b>	<b>42 621</b>	<b>22 165</b>	<b>64 786</b>	<b>126,3%</b>	<b>-46,9%</b>	<b>6,9%</b>
dt fds europ. Subvention globale	18 665	16 875	35 540	16 284	10 692	26 976	19 324		19 324	18,7%	-100,0%	-28,4%
dt excetionnel ( reprise anticipée résultat )			0		20 000	20 000		0	0		-100,0%	-100,0%
dt action économique			0			0			0			
<b>Emprunt</b>	<b>67 700</b>		<b>67 700</b>	<b>70 000</b>		<b>70 000</b>	<b>70 000</b>		<b>70 000</b>	<b>0,0%</b>		<b>0,0%</b>
<b>TOTAL hors revolving</b>	<b>157 072</b>	<b>831 761</b>	<b>988 833</b>	<b>129 388</b>	<b>846 198</b>	<b>975 586</b>	<b>153 175</b>	<b>830 027</b>	<b>983 202</b>	<b>18,4%</b>	<b>-1,9%</b>	<b>0,8%</b>
<b>opérations revolving</b>	<b>9 910</b>		<b>9 910</b>	<b>7 738</b>		<b>7 738</b>	<b>7 738</b>		<b>7 738</b>	<b>0,0%</b>		<b>0,0%</b>
<b>Reverst plafonnement de la TP</b>												
<b>TOTAL</b>	<b>166 982</b>	<b>831 761</b>	<b>998 743</b>	<b>137 126</b>	<b>846 198</b>	<b>983 324</b>	<b>160 913</b>	<b>830 027</b>	<b>990 940</b>	<b>17,3%</b>	<b>-1,9%</b>	<b>0,8%</b>
<b>excédent n-1 reporté</b>			<b>37 996</b>						<b>95 600</b>			
<b>Recettes utilisables sur l'exercice ( Res exercice+ report)</b>			<b>1 036 739</b>			<b>983 324</b>						
pm												
<b>total dépenses ( avec hyp tx réalisation dépenses 100%)</b>			<b>941 140</b>			<b>983 904</b>			<b>1 086 540</b>			
<b>excédent global de clôture</b>			<b>95 599</b>									
- avec hyp tx réalisation BS 2011 à 100%									<b>0</b>			
- avec hyp tx réalisation BS 2011 à 99%									<b>10 865</b>			

## Evolution des CA Lorraine depuis 2007

En milliers d'Euros	Dépenses																								
	CA 2007			CA 2008			CA 2009			CA 2010			CA 2011			CA 2012			Total dépenses 2007 - 2012			Part relative en cumul			
	Investis.	fonction.	Total	Investis.	fonction.	Total	Investis.	fonction.	Total	BS 2013															
<b>Services généraux</b>	<b>7 484</b>	<b>58 891</b>	<b>66 375</b>	<b>2 286</b>	<b>42 185</b>	<b>44 471</b>	<b>7 312</b>	<b>51 159</b>	<b>58 471</b>	<b>1 741</b>	<b>50 326</b>	<b>52 067</b>	<b>2 710</b>	<b>50 551</b>	<b>53 261</b>	<b>1 933</b>	<b>56 317</b>	<b>58 250</b>	<b>23 466</b>	<b>309 429</b>	<b>332 895</b>	<b>1,5%</b>	<b>8,3%</b>	<b>6,2%</b>	<b>6,1%</b>
dt personnel non ventilé		44 264	44 264		25 103	25 103		29 767	29 767		31 302	31 302		32 606	32 606		34 885	34 885		197 927	197 927	0,0%	5,3%	3,7%	3,5%
dt moyens généraux	7 484	9 697	17 181	2 286	12 020	14 306	7 312	16 548	23 863	1 741	14 354	16 095	2 710	13 220	15 930	1 933	16 774	18 707	23 466	82 613	106 079	1,5%	2,2%	2,0%	2,1%
dt Conseil Regional		3 469	3 469		3 538	3 538		3 312	3 312		3 188	3 188		3 195	3 195		3 106	3 106	0	19 808	19 808	0,0%	0,5%	0,4%	0,4%
dt CES		1 461	1 461		1 524	1 524		1 530	1 530		1 482	1 482		1 530	1 530		1 552	1 552	0	9 079	9 079	0,0%	0,2%	0,2%	0,1%
<b>Subvention globale</b>		<b>1 471</b>	<b>1 471</b>		<b>1 593</b>	<b>1 592</b>	<b>1 887</b>	<b>2 384</b>	<b>4 271</b>	<b>6 452</b>	<b>5 879</b>	<b>12 331</b>	<b>6 948</b>	<b>3 203</b>	<b>10 151</b>	<b>13 454</b>	<b>6 167</b>	<b>19 621</b>	<b>28 741</b>	<b>20 697</b>	<b>49 437</b>	<b>1,8%</b>	<b>0,6%</b>	<b>0,9%</b>	<b>2,4%</b>
<b>formation prof et apprentissage</b>	<b>4 177</b>	<b>154 715</b>	<b>158 892</b>	<b>8 141</b>	<b>161 981</b>	<b>170 122</b>	<b>11 378</b>	<b>195 774</b>	<b>207 152</b>	<b>19 248</b>	<b>190 392</b>	<b>209 640</b>	<b>9 168</b>	<b>199 031</b>	<b>208 199</b>	<b>10 017</b>	<b>181 572</b>	<b>191 589</b>	<b>62 129</b>	<b>1 083 465</b>	<b>1 145 594</b>	<b>3,9%</b>	<b>29,1%</b>	<b>21,5%</b>	<b>18,5%</b>
dt formation professionnelle	1 943	55 343	57 286	2 756	66 340	69 096	2 475	85 738	88 213	2 285	77 334	79 619	1 131	82 092	83 223	2 216	71 277	73 493	12 806	438 124	450 930	0,8%	11,8%	8,4%	7,1%
dt apprentissage	2 191	56 624	58 815	5 355	52 348	57 703	8 784	69 027	77 811	16 834	71 179	88 013	6 147	71 544	77 691	7 144	66 476	73 620	46 455	387 198	433 653	2,9%	10,4%	8,1%	7,4%
dt formation sanitaire et sociale	43	42 748	42 791	30	43 293	43 323	119	41 009	41 128	129	41 879	42 008	1 890	45 395	47 285	657	43 819	44 476	2 868	258 143	261 011	0,2%	6,9%	4,9%	3,9%
<b>enseignement</b>	<b>59 899</b>	<b>60 898</b>	<b>120 797</b>	<b>73 815</b>	<b>134 401</b>	<b>208 216</b>	<b>91 610</b>	<b>163 269</b>	<b>254 878</b>	<b>68 227</b>	<b>158 028</b>	<b>226 255</b>	<b>60 850</b>	<b>157 904</b>	<b>218 754</b>	<b>65 187</b>	<b>160 955</b>	<b>226 142</b>	<b>419 588</b>	<b>835 455</b>	<b>1 255 042</b>	<b>26,0%</b>	<b>22,4%</b>	<b>23,5%</b>	<b>21,9%</b>
dt lycée	51 515	43 599	95 114	63 215	118 347	181 562	77 141	144 656	221 797	52 284	141 144	193 428	39 170	141 277	180 447	37 837	143 667	181 504	321 162	732 690	1 053 852	19,9%	19,7%	19,7%	17,3%
dt personnel			0					83 820	83 820													0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
dt enseignement supérieur	6 579	7 235	13 814	10 324	6 449	16 773	11 433	6 648	18 001	14 527	5 509	20 036	19 658	5 329	24 987	23 984	6 834	30 818	86 505	38 004	124 509	5,4%	1,0%	2,3%	3,0%
dt services périscolaires	1 805	10 064	11 869	277	9 605	9 882	3 035	11 965	15 080	1 416	11 375	12 791	2 022	11 298	13 320	3 366	10 454	13 820	11 921	64 761	76 682	0,7%	1,7%	1,4%	1,6%
( enseignement hors personnel)								171 058														0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>culture,sports,loisirs</b>	<b>2 506</b>	<b>17 953</b>	<b>20 459</b>	<b>6 689</b>	<b>20 060</b>	<b>26 749</b>	<b>3 370</b>	<b>20 466</b>	<b>23 835</b>	<b>7 220</b>	<b>25 352</b>	<b>32 572</b>	<b>5 467</b>	<b>25 302</b>	<b>30 769</b>	<b>4 019</b>	<b>26 212</b>	<b>30 231</b>	<b>29 271</b>	<b>135 345</b>	<b>164 615</b>	<b>1,8%</b>	<b>3,6%</b>	<b>3,1%</b>	<b>2,9%</b>
dt culture	1 874	13 168	15 042	3 763	13 478	17 241	2 277	14 564	16 841	3 331	19 205	22 536	4 061	19 115	23 176	3 605	19 628	23 233	18 911	99 158	118 069	1,2%	2,7%	2,2%	2,2%
dt personnel								731	731													0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
dt sport	632	4 785	5 417	2 926	6 582	9 508	1 092	5 902	6 994	3 889	6 147	10 036	1 406	6 187	7 593	414	6 584	6 998	10 359	36 187	46 546	0,6%	1,0%	0,9%	0,6%
<b>santé et action sociale</b>	<b>693</b>	<b>4 783</b>	<b>1 166</b>	<b>1 340</b>	<b>555</b>	<b>1 895</b>	<b>960</b>	<b>523</b>	<b>1 483</b>	<b>754</b>	<b>518</b>	<b>1 272</b>	<b>1 106</b>	<b>418</b>	<b>1 524</b>	<b>922</b>	<b>507</b>	<b>1 429</b>	<b>5 775</b>	<b>2 994</b>	<b>8 769</b>	<b>0,4%</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,2%</b>	<b>0,1%</b>
dt santé	693	473	1 166	1 340	554	1 894	960	523	1 483	754	518	1 272	1 106	418	1 524	922	507	1 429	5 775	2 993	8 768	0,4%	0,1%	0,2%	0,1%
<b>aménagement des territoires</b>	<b>33 084</b>	<b>5 177</b>	<b>38 261</b>	<b>43 846</b>	<b>3 892</b>	<b>47 738</b>	<b>52 088</b>	<b>4 803</b>	<b>56 891</b>	<b>59 370</b>	<b>5 454</b>	<b>64 824</b>	<b>70 069</b>	<b>3 479</b>	<b>73 548</b>	<b>45 293</b>	<b>4 827</b>	<b>50 120</b>	<b>303 750</b>	<b>27 632</b>	<b>331 382</b>	<b>18,8%</b>	<b>0,7%</b>	<b>6,2%</b>	<b>4,4%</b>
dt politique de la ville	1 745	1	1 746	5 148	0	5 148	4 286	0	4 286	2 543	0	2 543	3 785	0	3 785	3 731	21 239	3 731	1	21 239	1,3%	0,0%	0,4%	0,0%	
dt agglomération	7 937	329	8 266	12 543	143	12 686	4 033	0	4 033	4 509	0	4 509	302	0	302	86	86	29 410	472	29 882	1,8%	0,0%	0,6%	0,0%	
dt espace rural et autres espaces	21 250	3 285	24 535	23 293	1 918	25 211	41 342	1 730	43 072	49 581	1 685	51 266	61 419	1 449	62 868	40 632	2 185	42 817	237 517	12 252	249 769	14,7%	0,3%	4,7%	3,7%
dt TIC	327	40	367	2 272	155	2 427	1 819	759	2 578	2 177	804	2 981	4 379	-803	3 576	637	37	674	11 611	992	12 603	0,7%	0,0%	0,2%	0,1%
dt autres actions	1 825	1 522	3 347	590	1 676	2 266	608	2 314	2 407	560	2 965	3 525	184	2 833	3 017	207	2 605	2 812	3 974	13 915	17 374	0,2%	0,4%	0,3%	0,6%
<b>environnement</b>	<b>5 083</b>	<b>4 961</b>	<b>10 044</b>	<b>6 435</b>	<b>5 444</b>	<b>11 879</b>	<b>14 351</b>	<b>5 211</b>	<b>19 562</b>	<b>20 784</b>	<b>6 340</b>	<b>27 124</b>	<b>13 794</b>	<b>7 358</b>	<b>21 152</b>	<b>9 080</b>	<b>6 261</b>	<b>15 341</b>	<b>69 527</b>	<b>35 575</b>	<b>105 102</b>	<b>4,3%</b>	<b>1,0%</b>	<b>2,0%</b>	<b>1,4%</b>
dt traitement des déchets										97	395	492	53	628	681	11	147	158	161	1 170	1 331	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
dt actions transversales										1 789	4 052	5 841	2 394	4 234	6 628	1 066	3 999	5 065	5 249	12 285	17 534	0,3%	0,3%	0,3%	0,4%
dt patrimoine naturel										346	1 321	1 617	1 617	1 617	1 617	392	2 029	2 029	2 355	4 420	6 775	0,1%	0,1%	0,1%	0,2%
dt politique énergie	3 930	147	4 077	4 984	271	5 255	11 028	385	11 413	18 552	572	19 124	9 730	1 034	10 764	7 611	478	8 089	55 835	2 887	58 722	3,5%	0,1%	1,1%	0,8%
<b>transports</b>	<b>90 381</b>	<b>152 195</b>	<b>242 576</b>	<b>64 979</b>	<b>163 112</b>	<b>228 091</b>	<b>52 545</b>	<b>153 769</b>	<b>206 314</b>	<b>18 435</b>	<b>162 254</b>	<b>180 688</b>	<b>31 576</b>	<b>161 764</b>	<b>193 340</b>	<b>30 997</b>	<b>166 543</b>	<b>197 540</b>	<b>288 913</b>	<b>959 637</b>	<b>1 248 549</b>	<b>17,9%</b>	<b>25,7%</b>	<b>23,4%</b>	<b>26,9%</b>
dt TER	72 144	151 969	224 113	50 267	164 714	214 981	34 008	153 351	187 359	9 210	160 396	169 606	15 780	160 029	175 809	25 470	164 743	190 213	206 879	955 202	1 162 081	12,8%	25,6%	21,8%	25,1%
dt infrastruct. rout., fluv. et aéro	18 237	226	18 463	14 712	660	15 372	18 537	8 262	0	8 262	0	8 262	11 159	0	11 159	126	126	71 033	1 304	72 337	4,4%	0,0%	1,4%	0,7%	
dt transports fluviaux								824	0	824	0	824	167	0	167	495	495	1 486	0	1 486	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	
dt autres transport								139	1 858	1 996	4 470	1 735	6 205	4 906	1 800	6 706	9 515	5 393	14 907	5 393	14 907	0,6%	0,1%	0,3%	1,1%
<b>action economique</b>	<b>32 902</b>	<b>23 809</b>	<b>56 711</b>	<b>36 447</b>	<b>29 053</b>	<b>65 499</b>	<b>39 935</b>	<b>33 244</b>	<b>73 178</b>	<b>37 049</b>	<b>35 075</b>	<b>72 124</b>	<b>25 432</b>	<b>32 699</b>	<b>58 131</b>	<b>26 446</b>	<b>30 356</b>	<b>56 802</b>	<b>198 211</b>	<b>184 236</b>	<b>382 445</b>	<b>12,3%</b>	<b>4,9%</b>	<b>7,2%</b>	<b>8,2%</b>
dt recherche innovation	1 363	8 753	10 116	710	8 890	9 600	247	8 821	9 068	1 259	6 493	7 752	7 355	7 320	14 675	2 285	6 818	9 103	13 219	47 095	60 314	0,8%	1,3%	1,1%	1,7%
dt interventions transversales	75	5 724	5 799	102	8 111	8 213	79</																		

## Avis de la 1<sup>ère</sup> Commission

### Economie Emploi Innovation

*Séance plénière du 21 juin 2013*

---

**Objet :** *Budget Supplémentaire 2013  
Mise en œuvre des politiques régionales*

**Rapporteur :** *Alain GATTI*

La Commission a accueilli :

- Monsieur Thibaut VILLEMINE, 1<sup>er</sup> Vice-Président, en charge des actions régionales relevant du Développement et de la Mobilisation économique,
- Monsieur Christophe CHOSEROT, Conseiller régional délégué à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche,

Accompagnés de :

- Monsieur Jacques BONGRAND, Directeur de l'Agence de Mobilisation Economique,
- Monsieur Pierre LAMOTTE, Directeur du Pôle des Entreprises,
- Monsieur Jean-François DORIAT, Pôle des Partenariats Economiques, Directeur du Secteur Innovation.

## I – BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2013

### 1) Constat chiffré

La Commission note avec intérêt l'augmentation de 10,5% des dotations budgétaires, et particulièrement la hausse des moyens consacrés à l'action économique (+32,2%). Cette évolution est due à la mise en place, par reports d'inscriptions des années antérieures, des premières actions du Schéma de Développement Durable de l'Economie Touristique et à un effort supplémentaire de 4,9% en recherche innovation.

	BP	BP+BS	évolution
<b>action économique</b>	<b>66 751</b>	<b>88 220</b>	<b>32,2%</b>
recherche innovation	17 367	18 217	4,9%
interventions transversales	6 223	6 223	0,0%
agriculture, agroalimentaire	7 136	7 136	0,0%
aide aux entreprises	21 286	21 286	0,0%
tourisme	14 700	35 319	140,3%

La Commission apprécie également la méthode consistant à pratiquer les reports en début d'année et non lors de l'établissement du budget supplémentaire, pour une meilleure fongibilité.

### 2) Chaîne de financement aux entreprises

Le BS 2012 avait été l'occasion d'une présentation et explication de certains outils de la chaîne d'appui aux entreprises : ingénierie financière, accompagnement des projets émergents par l'AME ...

Le BP 2013 avait permis d'aborder la SRI et les méga-équipements structurants, la SATT, l'IRTM2P et le CEA Tech, ainsi que l'élaboration d'un futur Schéma Régional de Développement Economique et de l'Innovation (SRDEI). A la même période, le FRIL avait été pérennisé par la signature d'une convention.

En décembre 2012, un point fort avait été le lancement de la Conférence Régionale de Mobilisation Economique et de Promotion de l'Innovation (CRMEPI), une initiative saluée alors par la Commission, tout comme les 20 millions d'euros inscrits pour le Fonds de Mobilisation Economique, qui à ce jour ont dû être réintégrés, faute d'avancement de l'acte III de la décentralisation.

A la mi-2013, la Commission se réjouit de la naissance du nouveau **Fonds de recherche et développement régional**, qui correspond à un besoin souvent exprimé. Cet outil, destiné à rapprocher entreprises et laboratoires, sera doté annuellement de 500 000 euros pour le financement de projets collaboratifs public-privé, à fort potentiel de valorisation économique.

De même, elle salue la signature, le 28 mai 2013, de la **Convention de Partenariat entre l'institution régionale et le groupe Total**. Celle-ci a pour objectif de stimuler la capacité d'adaptation des PME lorraines aux mutations économiques et technologiques. Le Conseil Régional pourra, à travers cette convention, proposer des projets innovants susceptibles d'intéresser Total et de bénéficier d'appui à l'innovation.

**Cependant, la Commission continue à appeler de ses vœux une clarification rapide du paysage actuel de l'action économique et de l'innovation.** Elle émet le souhait de se voir présenter l'ensemble des dispositifs existants ou à venir. Elle estime qu'à ce jour il convient **d'accélérer les efforts de lisibilité de l'offre globale pour les entreprises.**

Elle rappelle que le Président du Conseil Régional avait répondu positivement à sa demande d'être informée des travaux du **Centre de Ressources** et de voir le CESEL siéger au comité de pilotage. Elle constate que le CESEL n'est pas non plus informé des montages des **contrats d'appui aux territoires** qui se signent peu à peu, ni suffisamment associé aux dossiers de la **formation professionnelle.**

De façon générale, la Commission estime que les moyens déployés à ce jour sont trop timides au regard de l'ampleur des mutations en cours en Lorraine. Certains bassins d'emplois connaissent des situations très tendues pour lesquelles les outils classiques ne lui semblent pas adaptés. La Commission attend une position plus volontariste du Conseil Régional pour répondre à ces nouveaux défis, à ce changement d'échelle. La création de la CRMEPI est en cela une avancée indéniable qui doit à présent se décliner en plans d'actions, de façon opérationnelle et concertée.

## II – MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES REGIONALES

### **Aide Régionale octroyée au titre des grands projets en faveur de la société PSA-SMAE à Trémery (57)**

Le groupe PSA lance à Trémery un projet de développement d'un montant de 56 millions d'euros, afin d'adapter les moteurs DW produits à la directive Euro 6, pour une meilleure performance environnementale ; il profite de cette opportunité pour réduire les impacts environnementaux du cycle de production. L'appui du Conseil régional de Lorraine se traduit par une subvention de 500 000 euros correspondant à une dépense subventionnable de 18,3 millions d'euros.

### **Aide régionale octroyée au titre des grands projets en faveur de la société SMART à Hambach (57)**

Suite aux succès de sa SMART Fortwo et de la Smart Electric Drive dans un marché automobile européen déprimé, SMART France redimensionne son projet d'extension sur le site d'HAMBACH en le portant de 200 à 330 millions d'euros. Les créations d'emplois induites sont évaluées à 220 emplois sur 3 ans. Sur les nouvelles lignes, les peintures sont hydrosolubles et non solvantées. L'appui du Conseil régional de Lorraine se traduit par une subvention de 500 000 euros correspondant à une demande subventionnable de 73,4 millions d'euros.

La Commission fait le constat que la Lorraine sait répondre par de la haute technologie à des besoins nouveaux exprimés par les consommateurs, dans un marché très concurrentiel. Elle approuve l'aide apportée à ces projets d'investissements de nature à conforter les sites lorrains, la structuration de la filière, l'emploi.

Elle demande au Conseil Régional de porter toute l'attention requise à l'accompagnement de la formation des salariés de ces entreprises, et à leur nécessaire montée en compétence liée aux changements de process.

**Le Président,**

**Maurice GRUNWALD**

## Avis de la 2<sup>ème</sup> Commission

### Education Formation Recherche Insertion

*Séance plénière du 21 juin 2013*

---

**Objet :** *Compte Administratif 2012 et Budget Supplémentaire 2013 et Mise en œuvre des Politiques Régionales*

**Rapporteur :** *Elizabeth JODIN*

La Commission *Education-Formation-Recherche-Insertion*, qui s'est réunie le 13 juin 2013, a pris connaissance des documents sur le compte administratif 2012 et sur le Budget supplémentaire 2013, transmis par le Président du Conseil régional et présentés par :

Mme Laurence Demonet, Vice-présidente chargée de la formation et de l'accompagnement des parcours de vie et M. Christophe Choserot, Vice-président chargé de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, accompagnés de Mme Sophie Charpentier, Directrice du Pôle Sécurisation des Parcours de Vie et Mme Martine Berns-Coquillat, Directrice de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

**Sur le compte administratif 2012**, la Commission a constaté les taux d'exécution suivants sur les différents chapitres de la formation et de l'enseignement supérieur tant en autorisation d'engagement et autorisation de programme qu'en crédit de paiement :

	AP	CPI	AE	CPF
Recherche enseignement supérieur	71,67	88,41	94 ,31	93,87
Formation tout au long de la vie	99,90	92,49	96,30	89,66
Apprentissage	54,63	66,88	91,86	97,22
Education et vie lycéenne	97,21	98,82	99,53	93,94
Immobilier	99,07	91,57	97,60	97,14
Formations sanitaires et sociales	99,90	26,59	99,88	97,83

Elle a pris note des explications apportées sur les retards consécutifs au report de certaines opérations d'investissement.

Mais elle souhaite surtout faire part de ses inquiétudes à la lecture des désaffectations d'autorisations d'engagement, qui s'élèvent pour les secteurs de la Formation, de l'Enseignement Supérieur et la Recherche à 14 501 320 euros. Ces jeux d'écriture améliorent artificiellement les taux d'exécution des budgets 2012 alors même que les lignes en cause sont données pour prioritaires de l'action régionale.

Ces désaffectations se ventilent de la manière suivante :

Apprentissage : - 6 859 437 euros

Formation tout au long de la vie : - 4 870 047 euros

Education : - 1 655 397 euros

Décentralisation des formations : - 153 537 euros

Enseignement supérieur : - 962 902 euros

### **Sur le Budget Supplémentaire**

La Commission a pris connaissance des précisions qui lui sont apportées sur les nouvelles inscriptions, les ajustements et les régularisations comptables.

Concernant l'avance de trésorerie allouée à l'association Ecole de la deuxième chance en anticipation du versement de crédits du FSE : la Commission s'interroge sur les motifs de cette nouvelle mesure. Elle se demande si des besoins identiques de trésorerie ne pourraient pas concerner d'autres organismes de formation, vraisemblablement dans la même situation d'attente de versements de crédits européens.

### **Sur le Compte rendu annuel de mise en œuvre des politiques régionales**

La Commission se félicite de l'accès facilité dans le Grand Est à toutes les formations (hors pédicure –podologue) de la filière rééducation du secteur sanitaire et social du fait de la création de deux instituts inter-régionaux.

Elle s'inquiète cependant de la faible prise en compte des besoins de formation au niveau V des auxiliaires de vie.

La Commission aurait apprécié que soit rappelé le rôle des initiateurs et porteurs de projets tels que les ATI (Ateliers de Transfert de l'Innovation) : lien, formation, transfert et collaboration entre école-étudiant-entreprise (créé initialement par l'ENSGSI et la CGPME). Il est nécessaire que des démarches régionales, comme le RDI, intègrent l'ensemble des acteurs.

Plus largement se pose la question de la mise en œuvre et de l'animation des différentes stratégies régionales déployées par le Conseil Régional. Celles-ci n'impliquent généralement que la Région, l'Etat, les organismes consulaires, les collectivités, mais ignorent trop souvent les organisations patronales interprofessionnelles et les organisations de salariés. Il s'agit pourtant des stratégies régionales qui doivent être partagées par les élus et les organisations représentatives (P et OS) ainsi que le CESEL.

### **Sur la Mise en œuvre des Politiques Régionales:**

#### **► Subvention d'actions de formations de niveau supérieur UL**

Au titre de l'exercice 2013, il est proposé d'attribuer une subvention de 889 047 euros à l'Université de Lorraine (UL) pour l'accès des demandeurs d'emploi aux formations professionnalisantes, à la préparation du diplôme d'accès à l'enseignement universitaire (DAEU), à des formations ouvertes et à distance (FOAD), ainsi qu'à deux actions spécifiques de formation.

La Commission relève que le montant financier de cette convention est très en retrait de ce qui se faisait précédemment (1 500 000 euros en 2009 et 1 200 000 euros en 2010). Ces diminutions importantes de crédits sont-elles bien en cohérence avec les enjeux et l'impulsion nécessaire à l'élévation des niveaux de qualification des Lorrains ?

La Commission se félicite de l'élaboration annoncée d'une carte des formations de l'enseignement supérieur. Elle s'inquiète cependant d'une position avancée par les représentants du Conseil Régional semblant mettre en doute l'utilité du maintien de l'apprentissage dans l'Enseignement Supérieur.

Les membres de la Commission ont tenu à rappeler combien il importait de valoriser cette filière de formation. Ce qui d'ailleurs est inscrit dans le CPRDF. Le développement de l'apprentissage dans l'enseignement supérieur est un atout pour l'insertion des jeunes et également un élément essentiel du développement de cette voie de formation. Les ingénieurs formés par la voie de l'apprentissage ont par ailleurs davantage tendance à rester en Lorraine.

► Plan d'accès à l'emploi des jeunes dans le département des Vosges

La Commission prend acte de cette convention tripartite Etat Région et Conseil Général des Vosges et se félicite de cette mesure qui concrétise leur partenariat.

Enfin, pour finir, la Commission remarque que les intéressantes conclusions du groupe de travail « Formations et développement Durable » s'inscrivent bien dans les préoccupations actuelles pour répondre aux besoins de la Lorraine et des Lorrains, notamment dans le cadre des débats sur la transition énergétique.

**Le Président,**

**Olivier CAYLA**

## Avis de la 3<sup>ème</sup> Commission

# Mobilités Infrastructures et Optimodalité

*Séance plénière du 21 juin 2013*

---

**Objet :** *Compte rendu annuel des politiques régionales, Budget supplémentaire 2013 et mise en œuvre des politiques régionales*

**Rapporteur :** *Bertrand GOSSELIN*

La Commission « **Mobilités, Transports et Optimodalité** » s'est réunie le 17 juin 2013 et a entendu les représentants de la Région sur les différents documents qui seront présentés en séance plénière du Conseil Régional.

Étaient présents :

- Patrick Hatzig, Vice-président du Conseil régional de Lorraine en charge de la Mobilité ;
- Alain Abeya, Directeur du pôle de la Mobilité.

La Commission les remercie pour les réponses apportées aux questions.

- Était excusé : Patrick Abate, Vice-président du Conseil régional de Lorraine en charge des aménagements, projets et équipements structurants.

### 1. **Compte rendu de la mise en œuvre des politiques régionales 2012**

**La Commission prend note des explications** sur le faible taux d'exécution (40%) des crédits de paiement d'investissement sur le volet infrastructures, s'agissant en grande partie de reports de paiements (LGV 2) et de décalages d'opérations ou d'affectation (« route Belval », matériel roulant, volet routier et fluvial CPER).

**La Commission s'inquiète toutefois du retard** pris sur le projet de la gare de Vandières qui ne sera vraisemblablement pas réalisé de manière concomitante à la mise en service 2<sup>ème</sup> phase de la LGV Est européenne comme prévu initialement.

Elle **comprend les difficultés du bouclage financier** du projet, dans le contexte actuel, et souhaiterait être tenue informée des pistes de réflexions en cours sur la reconversion de la gare de Louvigny.

En ce qui concerne le **volet TER**, la Commission apprend que l'étude prospective de la demande de transport finalisée en 2012, ne pourra lui être transmise qu'en octobre 2013. Elle ne peut que regretter à nouveau **la faible association des socio-professionnels sur les travaux d'ordre stratégique menés par le Conseil Régional sur sa politique de mobilité**. Cette étude constitue en effet une étape cruciale, car préalable au lancement de l'étude capacitaire par RFF pour préparer la restructuration du réseau aux horizons 2016-2020 et 2030.

Au sujet des **instances de concertation** sur le service **Métrolor**, la Commission tient à faire part de quelques appréciations transmises par ses représentants aux comités de dessertes. Elle constate une grande hétérogénéité dans la participation aux comités, une baisse ayant été constatée, paradoxalement depuis leur ouverture au plus grand nombre avec la mise en place du portail Internet. Elle partage l'objectif du Conseil Régional de Lorraine de mobiliser plus largement des usagers des transports ainsi que des publics « captifs » de la voiture en passant par des relais que sont les lycées, les associations et les élus municipaux. La Commission pense que de nouveaux canaux de diffusion d'information peuvent également être recherchés à travers les réseaux d'entreprises et les réseaux sociaux ; les responsables des plans de déplacement des grandes entreprises et administrations (PDA-PDE) ; l'affichage dans les pôles d'échanges multimodaux ou les arrêts de bus en proximité des gares, les parkings relais ou de covoiturage etc.

**La Commission est globalement satisfaite de la qualité de l'animation** des comités et de la prise en compte des propositions et demandes à travers les réponses positives ou négatives qui y sont apportées. Elle se félicite en particulier de la mise en place des **ateliers techniques** pour approfondir l'analyse de certaines demandes. Elle réitère toutefois le souhait d'une inversion de l'ordre du jour permettant de commencer par les points nécessitant des discussions et pour lesquels la concertation apporte une réelle plus-value. Enfin, elle est favorable à une limitation de la durée de certains comités entre 2 et 3h et au cadrage des temps des interventions afin de respecter l'ordre du jour et de permettre des échanges constructifs.

**En matière d'intermodalité**, la Commission se félicite de voir se concrétiser d'ici le mois de septembre les démarches visant à l'interopérabilité entre la plateforme européenne « EU-Spirit » et le calculateur d'itinéraire intermodal **Simplicim**. Elle s'interroge cependant sur les liens prévus ou à créer entre cet outil régional et un service comparable que souhaite développer la SNCF au plan européen « My trip set ».

La Commission tient à souligner la nécessité, une fois réglé le problème de son nom (marque déposée), de renforcer la communication en direction du grand public (presse, portail Lorraine...) et les usagers des transports en commun et de covoiturage. Enfin, elle **réitère son appel au Conseil Général de la Moselle à rejoindre** au plus vite cette plateforme régionale, indispensable au développement de l'intermodalité des transports.

Dans le même ordre d'idée, elle pense qu'un regroupement de toutes les études existantes sur les mobilités et les grands projets d'aménagements (CES GR, agences d'urbanisme, Alzette-Belval, Terra Lorraine etc.) permettrait une meilleure lisibilité et efficacité des politiques mises en œuvre.

## 2. Éléments budgétaires issus du Budget Supplémentaire 2013

La Commission prend acte de l'inscription au Budget supplémentaire 2013 des lignes correspondant au reste à réaliser et aux reports d'opération de l'exercice 2012 :

### BS 2013 (k€)

	Investissement	Fonctionnement
LGV 2 (Reste à réaliser)	35 316, 5	
Etude gare Vandières	500	
Voirie nationale	1 353,1	
Voirie départementale (Belval)	2 816	
Liaison Multimodale (Mettis)	5 000	
TER Métrolor		1 140

## 3. Mise en œuvre des politiques régionales 2013

### a. Préparation de négociations de revoyure de la Convention TER

La convention TER prévoit dans son article 4 une évaluation générale des mécanismes, notamment financiers, courant 2013, en vue de leur éventuelle adaptation pour les années restantes jusqu'en 2016. Aucun délai n'étant fixé pour l'aboutissement des discussions, le Conseil Régional de Lorraine a engagé une assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour se donner le temps d'analyser plus en profondeur les éléments financiers et préparer au mieux les conditions de la négociation avec la SNCF.

La Commission est favorable à la démarche mise en œuvre par le Conseil Régional de Lorraine et espère que cette étape de bilan et de redéfinition des objectifs contribuera à apaiser les relations entre les deux co-contractants dans l'objectif d'amélioration et d'efficacité du service.

Elle soutient l'ensemble des propositions concourant à la mise en place d'outils d'évaluation du service et à la maîtrise financière de la politique publique du transport régional.

La Commission estime en effet que les objectifs d'une plus grande transparence des informations transmises et d'une plus grande implication et responsabilisation de l'exploitant pour contenir l'évolution des charges, optimiser les moyens, augmenter les recettes et améliorer la communication commerciale et la qualité de service, sont **raisonnables et pertinents**.

L'atteinte de ces objectifs apparaît nécessaire pour le Conseil Régional de Lorraine afin de garantir les conditions d'évolution quantitative et qualitative du service dans le contexte de contraintes budgétaires de plus en plus forte à l'avenir. Elle peut s'avérer également utile à la SNCF dans la perspective de l'ouverture à la concurrence prévue à l'horizon 2019 dans le cadre du 4<sup>ème</sup> paquet ferroviaire de la Commission Européenne.

La Commission souscrit également à la demande du Conseil Régional de Lorraine à la SNCF de réinvestir le résultat net de l'activité Métrolor dans les comptes d'exploitation du service public du transport régional.

Pour le reste de l'analyse des éléments financiers, des niveaux de charges et recettes ainsi que de leurs évolutions, la Commission attend l'issue de l'AMO pour se prononcer.

**Sur les éléments de bilan du service**, la Commission relève une évolution continue de la fréquentation de +19.20 % entre 2007 et 2011, et ce malgré une progression moins dynamique de l'offre sur la même période (+ 4.3%).

En parallèle, les recettes ont augmenté plus rapidement (+ 27.34%), ce qui a permis de compenser une partie de la hausse des charges facturées par la SNCF au Conseil Régional de Lorraine (+17.2% pour les charges forfaitisées et + 12.7% pour les charges répercutées au réel).

L'impact de ces évolutions disjointes et de l'objectif de maîtrise budgétaire du Conseil Régional de Lorraine se mesure à travers l'augmentation du taux de couverture des coûts du service par les usagers, passant de 18.6% en 2007 à 21.54% en 2011, puis à 23 % en 2012 (24% en prévision pour 2013).

**La Commission rappelle qu'elle n'est pas opposée au principe d'évolution de ce taux d'effort qui reste inférieur à la moyenne nationale (27%), mais qu'elle regrette l'accélération du rythme de sa hausse : + 3 points en 4 ans et + 1.5 point en 1 an.**

**Elle plaide pour une augmentation de faible ampleur mais étalée dans le temps et mieux répartie sur l'ensemble des usagers, à l'exception de ceux bénéficiant des tarifs sociaux comme « Métrolor plus ».**

Par ailleurs, la Commission partage le constat sur le contexte d'incertitude dans lequel s'inscrit cette négociation, marqué notamment par la réforme de la gouvernance du système ferroviaire d'une part et les différentes lois de modernisation et de décentralisation de l'Etat, d'autre part.

Sur la décentralisation, **la Commission rappelle qu'elle est favorable à ce que le Conseil Régional devienne chef de file de l'organisation des transports intermodaux à l'échelle régionale.** Elle souhaite également que la collectivité régionale obtienne davantage de marges de manœuvre pour conclure des **partenariats au plan interrégional et transfrontalier.**

En ce qui concerne le volet financier, la **Commission estime qu'une mise à plat du financement des transports publics aux différentes échelles de territoires** est indispensable afin de garantir des ressources pérennes aux autorités organisatrices d'une part, et d'assurer la qualité, l'efficacité et l'efficience du service, d'autre part. S'agissant tout particulièrement du versement transport (VT), tout projet de réforme doit pouvoir intégrer les différents leviers que sont le périmètre, l'assiette et les taux, afin **de limiter l'impact financier sur les différents contributeurs et d'éviter les concurrences entre les territoires.**

#### **b. Stratégie du Conseil Régional de Lorraine en matière de développement durable**

**La Commission salue l'initiative** du Conseil Régional de Lorraine de mettre en place une stratégie en matière de développement durable qui dépasse le cadre du Plan Climat Énergie de l'institution (PCET) adopté récemment.

Elle se réjouit tout particulièrement des propositions relatives à la **gouvernance des politiques publiques de développement durable, par nature transversales et partenariales.** L'incitation de tous à s'impliquer et la coordination entre des différents acteurs est une condition indispensable au passage à la phase opérationnelle des différents schémas d'orientations que sont le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE), Schéma Régional Eolien (SRE) ou encore le Schéma Régional de Cohérence écologique (SRCE).

La Commission se félicite de voir que la **participation du Président du CESEL au comité de pilotage est prévue dans l'architecture de cette nouvelle gouvernance.** Elle souhaite que des liens avec l'équipe administrative du CESEL et le comité technique ainsi que les groupes de suivis soient également établis.

En ce qui concerne les objectifs, la Commission retrouve, en toute logique, les principaux enjeux et leviers d'action identifiés dans les schémas ainsi que dans le PCET.

Toutefois, la **Commission ne comprend pas le calendrier d'adoption de cette stratégie**, en décalage avec les principaux outils cités précédemment et avec l'affichage de la prise en compte transversale des enjeux du développement durable dans les 4 parcours de la politique régionale mise en place depuis 2011.

**La Commission regrette également que ses préconisations**, formulées à l'occasion des débats sur ces outils structurants de l'action régionale, n'aient pas été prises en compte, à l'instar de celles sur les Plans de déplacements inter-administrations ou inter-entreprises (PDIA-PDIE), ou sur la plateforme unique de covoiturage. Elle se félicite à ce propos de voir que des propositions de même nature ont été faites dans le cadre du Débat sur la Transition Energétique.

En ce qui concerne **les indicateurs de suivis**, la Commission déplore qu'aucune mention aux travaux engagés par le CESEL dans le cadre des Indicateurs Territoriaux du Développement Durable (ITDD), ne figure dans le document. Le CESEL a, à plusieurs reprises, proposé au Conseil Régional de Lorraine de rejoindre le groupe de travail élargi à ses partenaires que sont la DREAL Lorraine, l'agence de l'Eau Rhin-Meuse, l'INSEE Lorraine ainsi que le SESGAR Lorraine, sans avoir obtenu de réponse.

**Le Président,**

**Frantz EHLACHER**

## Avis de la 4<sup>ème</sup> Commission

# Cohésion sociale et Développement local

*Séance plénière du 21 juin 2013*

---

*Objet : Compte-Administratif 2012 ; Budget Supplémentaire 2013  
Mise en œuvre des politiques régionales en faveur de la Jeunesse*

*Rapporteur : Christian RICHTON*

La Commission « Cohésion sociale et développement local », réunie le 19 juin 2013, a pris connaissance des documents transmis par Monsieur le Président du Conseil Régional de Lorraine et présentés par :

- Jacqueline FONTAINE, Vice-Présidente déléguée aux Actions régionales relevant des Politiques de Citoyenneté, de Solidarité et de Santé ;
- Jean-Pierre MOINEAU, Vice-Président aux actions régionales relevant du sport, de la culture et de la vie associative ;
- Julien VAILLANT, Conseiller Régional délégué à la Jeunesse ;

Et accompagnés de :

- Marie-Pierre AUGUSTIN, responsable du Pôle Ecologie ;
- Brigitte FAZAN, responsable du secteur Culture ;
- Philippe LECOMTE, responsable du Pôle Appui aux Territoires ;
- Gilles REICHER, responsable du Pôle Jeunesse.

En préambule, le Conseil Régional de Lorraine a tenu à souligner le travail initié avec le Conseil Economique Social et Environnemental de Lorraine autour du futur « Contrat Particulier Etat-Région 2013-2016 », qui concrétise un « sursaut collectif » dans un contexte économique et social particulièrement difficile pour nombre de Lorraines et de Lorrains.

Le Conseil Régional de Lorraine souhaite que ce « Pacte Lorrain » joue pleinement un effet levier, autour de quelques projets mobilisateurs et filières stratégiques pour notre région. Il s'agit d'un effort supplémentaire de l'Etat et de la Région Lorraine de 350 millions d'euros.

## 1. Compte administratif 2012

D'une manière générale, les membres de la Commission s'interrogent sur les taux d'exécution relativement faibles de certains dispositifs et l'absence de mobilisation de certaines mesures, pourtant nécessaires dans la période que traverse notre région, et ont pris note des explications fournies par le Conseil Régional de Lorraine.

- **Politique Jeunesse** : conformément au volontarisme affiché par la Région en la matière, les taux d'exécution sont particulièrement importants. Les faibles écarts entre le programmé et le réalisé provenant essentiellement de la mise en œuvre progressive des plateformes LOG'TOIT ;
- **Politique d'appui aux territoires** : des taux de réalisation en deçà des prévisions liés à la 1<sup>ère</sup> année pleine de mise en place des Contrats et Conventions d'Appui au Développement des Territoires (CADT), d'autant que la dynamique n'est pas la même d'un territoire à l'autre.

La Commission 4 est par ailleurs très attentive à la mise en œuvre opérationnelle des CADT, car l'absence de programmation d'actions se fait, au final, au détriment du développement des territoires ;

- **Politique de Santé** : les écarts de réalisation sont essentiellement dus à un retard de mise en œuvre des actions du PRSE 2 et de l'absence de mobilisation du dispositif « soutien aux professionnels » (soutien financier à la création d'outils de mutualisation entre professionnels), sans doute en raison de la méconnaissance du dispositif par les professionnels eux-mêmes.

La Commission se félicite toutefois de la présentation d'un projet dans le cadre de ce dispositif à la Commission Permanente de juin, et portant sur un projet de création d'une consultation pluridisciplinaire de la douleur porté par le Réseau Autrement ;

- **Politique de soutien à la vie associative** : la Commission 4 a pris acte, en cette période de crise, d'un changement important dans le comportement des associations, lesquelles sont beaucoup plus enclines à utiliser le dispositif CREALOR, permettant la pérennisation de certains postes, ou à mobiliser les aides aux projets, plutôt que de recourir à une aide pour de nouvelles embauches. Ce qui explique une partie des désaffectations sur le dispositif « Lorraine Emploi ».

Par ailleurs, certaines Autorisations d'Engagement ont été désaffectées car non utilisées en totalité sur l'exercice 2012 et les exercices précédents (1 964 404 €) pour différentes raisons : surestimation de la masse salariale lors du dépôt du dossier entraînant une subvention supérieure au versement réel, baisse du temps de travail (Equivalent Temps Plein) donc réduction au prorata de la subvention, suppression du poste ou liquidation de la structure.

A cette occasion, la Commission a relayé les inquiétudes du monde associatif dans le cadre de la mise en œuvre des emplois d'avenir.

Même si la Région Lorraine n'est pas plus en retard que d'autres régions françaises pour le nombre d'emplois d'avenir signés, il n'en demeure pas moins que la faible montée en régime de la mesure gouvernementale traduit les difficultés auxquelles sont confrontées les associations : la question du tutorat et la question de la formation professionnelle des bénéficiaires du dispositif.

## **2. Budget Supplémentaire 2013**

La Commission 4 a bien noté que ce Budget Supplémentaire se limitait cette année, en grande partie, à de stricts ajustements financiers permettant la mise en œuvre du Budget Primitif 2013.

Elle se félicite ainsi de l'inscription de crédits de paiement supplémentaires destinés aux politiques régionales en matière culturelle : 1 million d'euros en fonctionnement permettant notamment de promouvoir la création régionale, et 1,3 million d'euros en investissement dans le cadre de la numérisation du patrimoine régional et du soutien au patrimoine architectural.

## **3. Mise en œuvre des politiques régionales en faveur de la jeunesse**

Le Conseil Economique Social et Environnemental de Lorraine, très impliqué aux côtés du Conseil Régional, se félicite de voir qu'un véritable climat de confiance s'est peu à peu instauré entre les institutionnels et les différents acteurs impliqués dans les politiques de jeunesse en région.

Ceci est incontestablement à mettre au crédit du pôle Jeunesse et de l'implication de Julien Vaillant, Conseiller Régional délégué à la Jeunesse, à travers l'initiative originale de LOR'Jeunes. Des actions concrètes sont désormais mises en œuvre et sont de nature à répondre aux besoins exprimés par une partie de notre jeunesse.

Dans ce cadre, les membres de la Commission sont très satisfaits de l'engagement du Conseil Régional de Lorraine afin de faciliter l'accès des jeunes au logement, que ce soit à travers un rôle de coordination des différents acteurs et notamment les collecteurs du 1% logement, ou à travers le soutien à la création d'une Agence Immobilière à Vocation Sociale, ou encore de la mise en œuvre des plateformes LOG'TOIT.

En revanche, la Commission attire l'attention sur les publics ciblés par le dispositif MOBILI-JEUNES® le quel, à la lecture de la convention, ne semble pas s'adresser aux demandeurs d'emploi sous statut de stagiaires de la formation professionnelle. Or, des problématiques de logement se posent également pour ce public lors des périodes de stage en centre de formation ou lors des périodes d'immersion en entreprise.

Le CESEL se satisfait également de voir un volet Jeunesse être désormais intégré aux CADT qui seront conclus dans les départements de la Moselle, de la Meuse et des Vosges, permettant ainsi de passer à un niveau qualitatif supplémentaire.

Enfin, la Commission a pris acte des deux enjeux prioritaires identifiés par le Conseil Régional, et auxquels il entend répondre, à savoir :

- La participation des jeunes dans le cadre d'une déclinaison territoriale du Forum National de la Jeunesse, mis en place par Valérie FOURNEYRON, Ministre des Sports ;
- L'information à destination de la jeunesse : il est admis que l'information est bien plus large que la seule orientation. Aussi, le Conseil Régional entend mieux coordonner cette information, de « rationaliser » en faisant se croiser les politiques existantes.

**Le Président,**

**Lucien GASTALDELLO**

## Avis de la 5<sup>ème</sup> Commission

### Espaces à enjeux

*Séance plénière du 21 juin 2013*

---

**Objet :** *Compte Administratif 2012, Budget Supplémentaire 2013 et Mise en œuvre des politiques régionales*

**Rapporteur :** *Denis HASSLER*

La Commission « Espaces à enjeux », réunie le 18 juin 2013, a pris connaissance des documents transmis par Monsieur le Président du Conseil régional et présentés par :

- Philippe LECOMTE, Directeur du Pôle d'Appui aux Territoires,
- Angélique BOUISSET, Directeur du Pôle Aménagements et Infrastructures,
- Valérie LAHOUEL, Directeur du Pôle des Relations Extérieures.

De manière générale, la Commission regrette l'absence d'un vice-président, qui aurait pu exprimer la stratégie générale du Conseil régional.

#### **Compte administratif 2012**

La Commission prend acte du taux parfois faible (49,34%) de réalisation en matière d'aménagements structurants, notamment pour l'Opération d'intérêt national d'Alzette-Belval.

#### **Budget Supplémentaire 2013**

La Commission prend bonne note des ajustements inscrits au Budget Supplémentaire.

### **Aménagements structurants**

La Commission souhaiterait un bilan précis des montants investis par le Conseil régional jusqu'à maintenant sur les espaces à enjeux que sont la base de loisirs du lac de la Madine, l'OIN Alzette-Belval, la ZAC de Bouxières-Lesménils et le site de Chambley Planet'Air ainsi que des sommes que l'on prévoit encore d'y investir. Les activités présentes sur le site de Chambley ayant évolué et des investissements considérables en aménagement (estimés à près de 39 millions d'euros) y ayant été apportés, la Commission *Espaces à enjeux* aimerait connaître la vision stratégique du Conseil régional sur la **Base de Chambley**. Elle regrette à ce titre l'absence d'un vice-président qui aurait pu l'exprimer.

### **Aménagement numérique des territoires**

Au regard des montants affectés en Lorraine sur l'établissement de réseaux de communications électroniques et des enjeux correspondants, la Commission souligne l'importance de la coordination entre ces différents réseaux. En l'absence de vraie concertation au niveau régional, les divers projets de réseaux Haut Débit des collectivités lorraines courent des risques juridiques, commerciaux et techniques importants. La Commission souligne par ailleurs l'intérêt à mutualiser les projets de réseaux afin de bénéficier de la bonification des aides apportée par le gouvernement dans son soutien aux Réseaux d'Initiative Publique (RIP).

### **Stratégie du Conseil Régional de Lorraine en matière de Développement Durable**

La nécessité de prévenir l'artificialisation des sols est bien prise en compte, rendue d'autant plus nécessaire au regard du net accroissement des emprises artificielles constaté en Lorraine entre 2000 et 2006 (+2,7%), soit une augmentation annuelle de 600 hectares.

A un moment où la biodiversité recule, la Commission invite à réfléchir aux moyens à mettre en œuvre pour remédier à l'artificialisation des sols, avec par exemple une instance surveillant la consommation de foncier en Lorraine et qui puisse sensibiliser les collectivités locales aux outils d'aménagement (PLU communaux et intercommunaux, SCoT). Par ailleurs les conseils généraux et le Conseil Régional pourraient harmoniser leurs conventions conclues avec la SAFER.

Enfin, la Commission se félicite de la constitution du comité de pilotage incluant notamment le Conseil Economique, Social et Environnemental de Lorraine. Ce comité devra se fixer des objectifs de pilotage du programme régional d'action.

### **Contrats ou Conventions d'Appui au Développement des Territoires (CADT)**

Sur les 21 territoires lorrains identifiés par la politique d'appui aux territoires, 7 CADT seront présentés au BS 2013, portant ainsi à 20 le nombre de territoires engagés dans cette démarche. Il s'agit de Contrat lorsqu'il y a existence d'un Pays et de Convention lorsqu'en l'absence de Pays, le Conseil Régional s'accorde avec un ensemble d'intercommunalités.

La Commission souhaiterait avoir connaissance des actions que les CADT ont effectivement pu soutenir et d'un éventuel bilan de ce dispositif, lancé il y a deux ans et dont 2012 constitue la première année pleine. Un taux de réalisation de 78,71% s'avère satisfaisant et la Commission espère qu'un tel taux d'exécution pourra à nouveau être constaté l'année prochaine, indépendamment de la sur-programmation de l'année 2013.

**La Commission salue la volonté du Conseil régional d'intégrer progressivement dans un contrat unique l'ensemble des politiques du conseil régional d'aides aux collectivités et de soutien de projet de développement local, en partenariat avec l'action des conseils généraux.** Les Contrats ou Convention d'Appui au Développement des Territoires (CADT) en constituent un premier pas et peuvent accroître la lisibilité de ces politiques pour leurs bénéficiaires et impulser fortement le développement local.

**Le Président,**

**Raymond FRENOT**

# Pacte Lorraine 2014-2016

Séance plénière du  
21 juin 2013

## Projet d'avis du CESER de Lorraine

*Séance plénière du 21 juin 2013*

---

**Objet :** *Pacte Lorraine 2014-2016*

**Rapporteur :** *Jean-Louis PIERQUIN*

**CONSIDERANT** que le Pacte Lorraine 2014-2016, qui sera conclu entre l'Etat et le Conseil Régional de Lorraine est un ensemble de mesures destinées à donner une impulsion forte à l'économie lorraine basée sur une identité industrielle confirmée, et à initier des actions territoriales innovantes ;

**CONSIDERANT** que le Pacte Lorraine 2014-2016 est une réponse apportée aux préconisations émises par le CESE de Lorraine d'une priorisation des actions économiques et d'un soutien renforcé à l'innovation ;

**CONSIDERANT** que le Pacte Lorraine 2014-2016 intègre la Vallée Européenne des Matériaux et de l'Energie, telle que les deux assemblées régionales en ont fait la demande à Monsieur le Premier Ministre ;

**CONSIDERANT** que le Pacte Lorraine 2014-2016 fera l'objet d'une délibération spécifique en septembre 2013 et que ce débat sera l'occasion pour le CESE de Lorraine de préciser les enjeux autour de ce Pacte et notamment : les territoires en difficulté, la recherche des meilleurs équipements structurants d'innovation, la sécurisation des parcours de vie et formation des Lorrains. En outre, pour assurer la réussite du Pacte Lorraine 2014-2016, il convient de mettre en œuvre une gouvernance efficace, transparente et innovante.

### **EMET UN AVIS FAVORABLE**

à la délibération donnant mandat au Président du Conseil Régional de Lorraine pour mobiliser, en tant que de besoin dans le cadre du Pacte Lorraine 2014-2016 et via recours à l'emprunt, une participation actuellement évaluée à 50 millions d'euros.

**Le Président,**

**Roger CAYZELLE**